

L'offensive du Chemin des Dames

D'après « L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelles » - Jean de Pierrefeu – 1919

- **Le repli allemand.**

Pendant que le G. Q. G. agite ses plans ambitieux, les Allemands, dans le plus grand secret, achèvent leur repli d'Arras à Soissons. L'artillerie lourde, l'artillerie de campagne, les canons de tranchées, les approvisionnements de toute sorte, sont progressivement retirés à l'abri de la ligne Hindenburg.

Dès le mois de février, les bureaux de renseignements signalent des incendies, l'enlèvement des rails sur certaines voies ferrées, de fréquentes explosions. Les émissaires venus des pays occupés parlent de travaux gigantesques entrepris en arrière du front ennemi, auxquels des milliers de civils sont employés. Émus par ces indices, les Anglais ne vont pas tarder à presser l'ennemi. A partir du 17 février, leurs attaques ne rencontrent qu'une faible résistance, et ils marquent au nord et au sud de l'Ancre une sérieuse progression.

Cependant, le commandement français ne semble nullement s'inquiéter de ces symptômes.

L'auteur de ces lignes a assisté cette époque à ce spectacle inouï d'un G. Q. G. persuadé que le repli des Allemands était imminent, et stupéfait de voir le bureau des opérations et le général en chef se refuser à y croire. Dans chaque bureau, l'on pouvait voir des officiers penchés sur des cartes, consultant les bulletins de renseignements qui se faisaient tous les jours plus précis, s'indigner de cette inaction.

Qu'attendons-nous pour attaquer ? disait-on. *Est-ce qu'on va les laisser déménager sans les inquiéter ?* Mais ces doléances ne trouvaient que railleries dans l'entourage du général. Du G. A. N., arrivaient des détails qui auraient dû changer ces soupçons en certitude. Un ou deux coups de main lancés mollement sur les premières lignes ennemies ayant été accueillis par des feux de mitrailleuses, on en conclut que le pseudo-repli ne reposait sur aucun fondement sérieux.

Pourtant, le 4 mars, une lettre officielle du général Franchet d'Esperey mit le commandement en demeure de prendre une résolution.

Signalant les innombrables indices recueillis, celui-ci demandait si le repli des Allemands n'était pas de nature à modifier le plan d'attaque du G. A. N. On lui répondit que, jusqu'à présent, en face

d'hypothèses que rien ne confirmait, il n'y avait lieu d'envisager aucun changement.

Visiblement, le général en chef répugnait à croire que l'ennemi pût se dérober.

Le 15 mars, il fallut bien se rendre à l'évidence. Une forte reconnaissance dirigée, enfin, sur le bois de Crapeaumesnil, montra que le vide était devant nous. Des groupes d'hommes, munis de mitrailleuses et de canons de tranchées, dont la mission consistait à ouvrir le feu par intervalles, tout en se déplaçant fréquemment, avaient suffi à nous abuser.

L'ordre de poursuite fut alors lancé et prescrites les précautions d'usage. Mais à quoi bon tant de précautions, il ne restait rien devant nous. Cette poursuite fut une galopade effrénée qui ne nous rapporta ni canons, ni prisonniers, jusqu'à la limite où l'ennemi avait décidé de résister.

Aussi ne peut-on s'empêcher de trouver à l'Instruction du 18 mars, étant données les circonstances, ce caractère de puérilité grandiloquente que l'on distingue malheureusement dans la plupart des instructions du général Nivelles, que hantait jusqu'à l'hallucination, l'image de la guerre napoléonienne.

Qu'on en juge par ces quelques lignes : *« La poussée de l'ennemi en retraite doit être accentuée par tous les moyens et par l'emploi combiné de toutes les armes. Le moment est venu pour la cavalerie de reprendre le rôle qui lui incombe dans la guerre de mouvement et de profiter des difficultés inhérentes à toute retraite pour ramasser des prisonniers et du matériel. Elle opérera par petites fractions (escadrons), en s'éclairant avec le plus grand soin ; elle évitera de se laisser amorcer par la cavalerie ennemie qui tenterait de l'entraîner sous le feu des mitrailleuses et des fusils d'infanterie ».*

Il était un peu excessif de parler des difficultés inhérentes à toute retraite, quand on songe qu'en l'espèce, l'ennemi avait eu le temps de retirer non seulement tout son matériel, mais de ravager de fond en comble le pays où nous nous engageons. Il eût été plus loyal de parler des difficultés que nos troupes allaient rencontrer. De même, les communiqués de l'époque s'ingénient à nous montrer l'ennemi poursuivi l'épée dans les reins et refoulé par notre avance, alors qu'il fallut plusieurs jours pour trouver le contact avec des unités dignes de ce nom.

Bref, la surprise avait été totale, et si pénible qu'en soit l'aveu, il faut reconnaître que les *Nauens* n'exagèrent pas en déclarant que les Allemands avaient exécuté leur retraite sans être le moins du monde inquiétés.

Qu'on imagine l'état d'esprit de ce chef qui se sent humilié de son manque de perspicacité, qui voit le

fruit de son travail de plusieurs mois anéanti par une manœuvre de l'ennemi. Il se cabre dans son orgueil. Il veut rattraper à tout prix le prestige qu'il sent sur le point de lui échapper et dont il a particulièrement besoin, car il se sait un homme nouveau, par comparaison avec Foch, Castelnau, Pétain, auxquels on l'a préféré pour des raisons qui n'ont pas été toutes d'ordre militaire. Il lui faut sa bataille, il n'a pas le temps d'attendre.

Erreur d'optique qu'il n'aurait pas commise si sa personnalité avait été moins tyrannique, car le pays, plein d'enthousiasme, ravi de voir enfin reculer la barrière ennemie et jugeant sainement ce repli comme un aveu d'infériorité, ne demandait qu'à patienter.

Et pourtant les subordonnés du général en chef n'avaient pas manqué d'attirer son attention sur le changement radical de la situation.

Dès le 22 mars, le général Micheler lui faisait remarquer que le renforcement de l'adversaire sur son front pouvait entraîner des conséquences fâcheuses pour la rupture.

Il disait : « *L'ensemble des opérations prévues dans votre Instruction du 30 décembre 1916 spécifiait qu'il s'agissait de diviser les forces ennemies au moyen de plusieurs attaques, et l'action du G. A. R., nettement décalée par rapport aux autres, me donnait, en effet, toutes chances d'une exploitation rapide et profitable en présence d'un adversaire à qui je pouvais opposer plus de divisions fraîches qu'il n'en pouvait amener. Actuellement, tout cela est changé* ».

Était-il sage, dès lors, étant donné qu'on risquait de trouver l'ennemi en force, de compter sur une exploitation ayant le caractère rapide d'une marche en avant ?

Mais le haut commandement ne se rangea pas à ces vues. Par une note du 1^{er} avril, le général Nivelle confirme ses ordres primitifs : « *Il faut maintenir, écrit-il, le caractère de violence, de brutalité et de rapidité. C'est dans la vitesse et dans la surprise, causée par l'irruption rapide et soudaine de notre infanterie sur les troisième et quatrième positions, que réside le succès de la rupture. Aucune considération ne doit intervenir qui soit de nature à entraver l'élan de l'attaque. Il faut que la Xe armée talonne au plus près les corps qu'elle est appelée à dépasser, qu'elle les dépasse sans arrêt et qu'elle entame sa progression au delà de leur front, audacieusement et sans hésitation* ».

Le général commandant en chef conclut : « *Dans cet ordre d'idées, tout malentendu, toute divergence doivent être écartés, et je vous prie de reprendre dans le sens que je viens de vous exposer, la rédaction du paragraphe 1 de votre Instruction du 26 mars* ».

Ainsi le général Nivelle se refuse à voir les conséquences de la manœuvre allemande.

Il a perdu le sens des réalités, aussi bien matérielles que morales. Sinon aurait-il écrit dans cette fameuse Note du 5 avril aux généraux : « *Quels sont les risques, quand on part avec cinquante divisions, si on s'engage convenablement, avec, derrière soi, ses fils de fer et sa position intacte, et des fronts passifs suffisamment commandés et tenus ?* ».

Les risques, mon général, c'est l'affreuse déception des soldats qui sont arrachés brutalement aux espérances que vous leur inculquez, c'est le découragement, la défiance envers les chefs, c'est la colère, la mutinerie.

Et il ne craindra pas d'écrire, dans sa directive aux armées britanniques du 4 avril, cette phrase dont la légèreté nous confond : « *Les missions des différents groupements de forces participant aux offensives d'ensemble ayant été quelque peu modifiées, par suite du repli de l'ennemi et de l'augmentation de ses réserves, il m'a paru nécessaire de résumer dans une directive générale les instructions particulières données à chacun de ces groupements* ».

Or, le vaste saillant sur lequel devaient s'appliquer les attaques convergentes des Britanniques et du G. A. N. a disparu. D'Arras à l'Aisne, l'ennemi s'est retiré le long d'une ligne droite, faite d'une succession de retranchements puissants défendus par une nombreuse artillerie dont le champ d'action a pu être repéré à loisir.

Les alliés sont enlisés dans une région ravagée, privée de ressources, exposés au feu de l'ennemi, sans abris, sans cantonnements, sans autres défenses que celles qu'on improvise hâtivement. Ne demeurent intacts de l'offensive projetée, que les préparatifs faits au nord de l'Aisne, devant le Chemin des Dames.

Sur le front britannique et sur celui du G. A. N., tous les travaux : voies d'accès, approvisionnements, emplacements de batteries, camps d'aviation, ambulances, gares de ravitaillement, édifiés sur 80 kilomètres, gisent à présent, inutiles, à 40 kilomètres plus au Sud.

Des trois attaques échelonnées dans le temps, de manière à attirer les réserves ennemies pour permettre à la quatrième offensive survenant entre Soissons et Reims vingt jours après de donner tous ses fruits, une seule demeure debout.

Et c'est en présence de cette situation que le général Nivelle écrit avec sérénité : « *Les missions des différents groupements de forces ayant été quelque peu modifiées !* ».

Il va se satisfaire d'un fantôme de manœuvre, d'une ombre d'offensive générale. Si en apparence le plan n'a pas changé, il ne correspond plus à la réalité.

Le 4 avril, dans sa directive aux armées britanniques, il s'exprimera en ces termes :

« Le but à atteindre reste la destruction de la masse principale des forces ennemies sur le front occidental. Les opérations engagées comporteront donc nécessairement :

1° - Une bataille prolongée, dans laquelle nos armées d'attaque devront rompre le front adverse, puis battre les disponibilités ennemies ;

2° - Une phase d'exploitation intensive à laquelle participeront toutes les forces disponibles des alliés.

Les offensives initiales des armées d'attaque seront convergentes, de manière à porter l'effort combiné des armées britanniques, du G. A. N. et du G. A. R., dans une région particulièrement importante au point de vue des communications de l'ennemi ».

Armées britanniques et G. A. N., en dépit de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent sur ce terrain neuf, non équipé, gardent donc la mission de rompre le front ennemi devenu plus solide encore. Or, le G. A. N., d'après une note du 17 mars, a été réduit à une armée de trois corps avec l'artillerie correspondante ; ses autres unités étant destinées à former en arrière de la Xe armée une armée de réserve.

Notez en passant ce sophisme qui consiste à parler d'attaques convergentes alors que le saillant de Noyon a complètement disparu. Ajoutez-y ce changement de doctrine qui renverse les principes posés par le général en chef lui-même le 28 décembre, à savoir : *« Une bataille prolongée dans laquelle nos armées devront rompre le front adverse », au lieu de « la rupture du front ennemi est possible à condition de se faire d'un seul coup, en vingt-quatre ou quarante-huit heures ».*

Et pourtant, ce changement de conception de la bataille de rupture, s'il est valable pour le front entre Arras et l'Aisne, ne sera pas applicable à l'attaque du G. A. R., qui continuera à se dérouler avec la même rapidité que précédemment. Un tissu de contradictions et d'invraisemblances, voilà ce qu'est devenu le plan grandiose.

Autre preuve. Le général en chef, pour obvier, dans une certaine mesure, au dommage que lui a causé le repli allemand, décide d'élargir son offensive à l'Est de Reims. La IV^e armée entre dans la bataille.

Dès lors, pour raccorder son action au plan général, le G. A. R. a pour mission d'exploiter à la fois le

succès vers le Nord pour faire tomber Laon et menacer Guise, Vervins, Hirson, en accord avec les Anglais, et le G. A. N., et vers le Nord-Est, pour donner la main au G. A. C., en direction de Rethel.

A mesure que les conditions deviennent plus difficiles, l'ambition du généralissime s'accroît, et il aggrave la tâche de nos armées.

Il était visible pour tout esprit perspicace que désormais l'opération était réduite en dernière analyse à une attaque frontale sur les positions terriblement difficiles du Chemin des Dames, sur lesquelles l'ennemi nous avait attiré, du fait même de son repli, et qu'il avait garnies en conséquence. Nous perdions le bénéfice des attaques successives, échelonnées dans le temps, lesquelles, dans les conditions actuelles, apparaissaient impraticables et vaines.

L'attaque du G. A. C., qui va se dérouler sur 15 kilomètres et se déclencher le 17 avril, ne pouvait constituer qu'une diversion insuffisante, peu propre à créer le trouble chez l'ennemi et à le faire hésiter sur le point d'application de l'attaque principale.

Outre ces changements dans la situation stratégique, il faut tenir compte des modifications profondes, survenues chez nos alliés.

La révolution bat son plein en Russie. Les Italiens, hypnotisés par la crainte d'une agression ennemie, manifestent le désir de rester sur la défensive. Vainement le général Nivelle fait-il appel au général Alexeief et au général Cadorna pour les décider à déclencher leurs offensives en même temps que lui, il n'obtient que des demandes de retard.

Le 6 avril, par contre, l'entrée de l'Amérique en guerre nous apporte la certitude que l'Entente n'a plus à craindre de voir diminuer ses ressources. Toutes ces raisons ne parviennent pas à convaincre le général Nivelle qu'il est imprudent de jouer la fortune de la France sur une seule carte, et qu'il vaut mieux étudier désormais un autre plan, puisque tout contribue à rendre celui-ci impraticable.

Quel est donc le secret de cette impatience, en dehors des raisons personnelles examinées plus haut ?

Une note établie le 5 avril, à l'usage des généraux, et destinée à les convaincre de la nécessité d'engager la bataille immédiatement, nous le livre en partie.

A la veille de l'offensive, dit-il, le commandement à certains échelons montre la petite hésitation de rigueur : « il manque un détail » ou « la situation a changé », ou « que le voisin commence ! ». Est-il admissible de perdre pour ces excellentes raisons l'initiative des opérations que nous avons

encore aujourd'hui et que nous n'aurons peut-être plus demain ? Ou si le plan du « Boche » est de refuser décidément la bataille, n'est-il pas indispensable de s'en assurer aussitôt, et peut-on s'en assurer autrement qu'en l'attaquant sur un front où nous sommes prêts et où il n'est pas encore en retraite ?

Nous sommes assurés le 10 avril sur l'Aisne d'éclaircir la situation et de remporter tout au moins un succès honorable.

Espérons que l'ennemi voudra bien attendre jusque-là, mais ne prolongeons pas au delà, de notre part, une période d'incertitude.

Étrange production que cette note écrite sur un ton conciliant d'avoué qui veut s'attirer la bienveillance de la partie adverse et dans laquelle ce généralissime, qui aspire à diriger la coalition, ne craint pas d'écrire : « *La peur italienne durera jusqu'à ce que les événements aient pris tournure sur le front occidental* ».

Mais sans insister en outre sur la modestie des désirs formulés à cette heure par le commandant en chef, modestie qui contraste singulièrement avec l'ampleur des espérances qu'il n'a cessé de faire luire aux yeux de tous jusqu'à ce jour et qu'il maintiendra ouvertement, le lendemain 6 avril, au Conseil de guerre de Compiègne, dégageons de ce texte ce qui peut nous éclairer sur la pensée du chef.

Alors que le général Nivelles, avant le 15 mars, n'a pu se décider à croire autrement que devant l'évidence que l'ennemi allait se replier, le voici, maintenant, persuadé que le recul va continuer, peut-être jusqu'à la Meuse. L'opération qu'il a manquée, en ne le surprenant pas en pleine retraite, il espère la réussir cette fois sur l'Aisne. Au premier choc, surtout s'il est violent, les Allemands plieront bagage, et comme toutes les dispositions du général, pour la poursuite et l'exploitation sont bien prises, il changera cette retraite en désastre.

Et de fait, au G. Q.G., on continue à voir partout des indices de repli. On signale des incendies dans la région de Laon et de Saint-Quentin, on parle d'inondations tendues au nord de la Suippe ; on annonce que les civils de ces régions sont évacués. Il n'y a donc pas une minute à perdre.

Et ce qui démontre péremptoirement que cette croyance s'est maintenant implantée dans l'esprit du général Nivelles, c'est ce fait : qu'il donnera au général Humbert l'ordre d'attaquer Saint-Quentin avec des moyens dérisoires, le 14 avril, persuadé que cette ville allait être évacuée. Au G. Q. G., on la donnait d'avance comme prise, et la stupeur fut grande quand on vit l'ennemi résister avec acharnement et même contre-attaquer par la suite, dans la région de Grugies.

Au fond, on est encore très mal renseigné sur la ligne Hindenburg ; on ignore son tracé exact et sa puissance. On ne saura à quoi s'en tenir que plus tard, lorsque les admirables travaux du Service de renseignements de la III^e armée, dirigé par le commandant Canonge, auront fourni au G. Q. G. les éléments d'information.

Or, justement, il se trouve que les Allemands veulent maintenant accepter la bataille, ils l'attendent spécialement sur le secteur préparé par eux, qu'ils ont renforcé, dont le terrain difficile a été organisé dans les plus minutieux détails.

Toute la région des creutes et des carrières du Chemin des Dames forme une sorte de camp retranché. Non seulement ils ne veulent pas s'en aller, mais leurs troupes ont l'ordre de résister dans les premières lignes, et Ludendorff va faire ici l'expérience de la défensive nouvelle qu'il a inventée. Cette défensive, nous en ignorons encore les modalités. Elle est le fruit des enseignements de la bataille de la Somme que le général von Bülow a étudiée en vue d'un règlement nouveau.

Elle consiste à diviser le terrain en larges zones de combat, échelonnées en profondeur ; et surtout, à lancer des contre-attaques partant de 7 ou 8 kilomètres en arrière avec des troupes fraîches mises hors de portée de la préparation d'artillerie, au moment où l'assaillant arrive, désorganisé par l'assaut, à l'extrême limite de son effort.

De plus, le repli a donné à Ludendorff des disponibilités importantes. Ces disponibilités, il va en partie les masser dans la région de Laon, parce qu'il sait bien que les Français peuvent attaquer là et pas ailleurs. En nous enlevant la possibilité de diriger contre lui une série d'attaques échelonnées dans le temps, il a supprimé toute incertitude sur le point d'application de notre offensive.

De quelles forces disposaient donc les Allemands à cette époque ? Les travaux officiels du 2^e bureau du G. Q. G. nous renseignent à ce sujet.

Les Allemands, dit la Notice historique rédigée à la date du 1^{er} juin 1917 par ce bureau, dans leur projet de repli sur la ligne d'Hindenburg, avaient jugé indispensable d'en tenir fortement les charnières dans la région au nord d'Arras et à l'est de Vailly.

Il est donc naturel, qu'au cours de l'hiver, on ait déjà vu s'effectuer un certain renforcement de ces régions.

Le 1^{er} janvier 1917, il y avait au Nord d'Arras 5 divisions et à l'Est de Vailly 6 divisions. Le 15 mars 1917, il y avait au Nord d'Arras 7 divisions et à l'Est de Vailly 9 divisions.

Mais, en raison de la longue préparation de l'offensive, les Allemands ont eu connaissance des projets franco-anglais assez longtemps avant leur exécution. La décision prise par le haut commandement ennemi semble avoir été alors de déjouer les attaques anglaises par un repli au nord d'Arras et au contraire de résister opiniâtrement aux attaques françaises entre Vailly et Reims.

Cette décision était basée vraisemblablement sur la force des positions allemandes en face des attaques françaises.

Le renforcement du front allemand a été précipité pendant le mois d'avril.

Entre le 1^{er} et le 9 avril, le front anglais s'augmente de 3 divisions. Entre le 9 et le 16 août, le front français s'augmente de 4 divisions. L'augmentation de l'artillerie suit parallèlement cet accroissement du nombre de divisions.

Considérant le front oriental comme le seul théâtre de grosses opérations au printemps et décidé à y accepter la bataille défensivement, ils avaient ramené sur ce front les divisions qu'on avait pu retirer du front oriental et la majorité des divisions qu'on venait de créer en Allemagne.

C'est ainsi qu'à la date du 1^{er} avril, on connaissait la présence en arrière du front de 43 divisions reposées, et, de plus, 9 divisions étaient en route vers le front français.

Du 1^{er} au 16 avril, une partie de ces disponibilités était employée à renforcer le front. A la date du 16, il y avait encore 38 divisions disponibles, prêtes à pied d'œuvre derrière les fronts d'attaque : 18 derrière le front opposé aux Anglais, 12 derrière le front d'attaque français, 9 échelonnées en Woëvre, Lorraine et Alsace.

La situation de l'ennemi ne peut être meilleure. Le mauvais temps, nos erreurs de préparation, la légèreté avec laquelle ce scénario a été mis en scène, redoubleront ses chances de succès.